

LA BELLE EPOQUE DANS L'OISE

Quelques chiffres...

Jean-Pierre BESSE

Le contenu des pages qui vont suivre surprendra sans doute tous ceux qui sont habitués à lire dans cette revue des articles rédigés et construits autour d'un plan bien précis en vue de présenter une réflexion sur un sujet bien délimité. Je vais en effet livrer ici à nos lecteurs une gerbe de données statistiques qui me semble cependant illustrer parfaitement certains aspects de la vie quotidienne des Oisiennes et des Oisiens entre 1900 et 1925. On remarquera aussi que j'élargis dans le temps le concept de Belle Epoque tel qu'on le définit habituellement.

Le téléphone, le cinéma, le chemin de fer, l'automobile, les progrès de l'hygiène et de la santé sont autant de sujets que l'on présente comme indissociables de cette période soit parce qu'ils font alors leur apparition soit qu'ils s'imposent alors dans la vie quotidienne des Françaises et des Français. Pourquoi ne pas appuyer notre réflexion sur des chiffres permettant de mesurer réellement l'impact de ces "produits" sur la société et peut-être de relativiser leur importance dans la vie quotidienne de la majorité des habitants du département de l'Oise. C'est ce que je me propose de faire ici.

Je rappellerai d'abord les chiffres de la population pour bien situer les données statistiques qui vont suivre dans le cadre réel d'un "marché disponible". Selon le recensement de 1901, l'Oise compte à cette date 407.808 habitants. Ce recensement

révèle pour la deuxième fois consécutive une augmentation de la population ce qui n'était jamais advenu depuis 1841. Cette croissance se poursuit jusqu'à la Première guerre mondiale, 410.049 habitants en 1906 et 411.028 en 1911. Interrompue par la guerre, 3876.760 habitants en 1921, elle reprend au cours des années 20, 405.907 habitants en 1926 et 407.432 en 1931 mais on ne retrouve pas à cette date le niveau de 1901.

SE SOIGNER

Pour se soigner, les habitants du département disposent en 1912 de 161 docteurs en médecine ⁽¹⁾, ce qui représente en moyenne un médecin pour 2.552 habitants. La fourchette est large entre le canton le mieux pourvu, celui de Pont-Sainte-Maxence avec un médecin pour 1.312 habitants, et le canton le plus dépourvu, celui de Maignelay avec

un médecin pour 7.304 habitants. Une remarque cependant, la moyenne est calculée avec un nombre faible de médecins par canton et donc un écart minime en données brutes peut faire varier considérablement cette moyenne. D'autre part, il est impossible d'opposer les cantons ruraux aux cantons urbains ou les cantons "bourgeois" aux cantons "ouvriers". Le canton de Creil, par exemple, compte un médecin pour 2.324 personnes alors que celui de Compiègne en compte un pour 2.772 personnes, il est vrai que Chantilly et Lamorlaye font partie du canton de Creil mais les cantons de Liancourt et Méru, assurément ouvriers, sont en dessous de la moyenne départementale.

On dénombre aussi 107 pharmaciens. Les cantons de Noyon, Attichy et Compiègne sont les plus favorisés à ce niveau alors que ceux de Ribé-



COMPIEGNE - Hôpital Saint-Joseph

court et Froissy sont totalement privés d'officines. On compte enfin 77 sages-femmes, 19 chirurgiens-dentistes, 12 officiers de santé et 4 herboristes ⁽²⁾.

La guerre modifie quelque peu ce paysage, le nombre des médecins, des pharmaciens et des sages-femmes recule ⁽³⁾ en revanche les chirurgiens-dentistes et les spécialistes sont plus nombreux ⁽⁴⁾. Les herboristes et officiers de santé ont totalement disparu. On note enfin une concentration du corps médical dans les cantons urbains : 13 à Compiègne et 17 à Creil.

A cette époque la tuberculose reste la principale cause de mortalité. En 1920, elle représente 522 décès contre 325 cancers et en 1921, 694 décès soit un peu plus de 10 % du total contre 407 cancers. Les chiffres reculent en 1925, on dénombre cette année là 467 décès dû à la tuberculose. Il faut voir dans ce dernier chiffre le résultat des efforts des autorités politiques et médicales. L'Inspecteur du Comité national de la santé reconnaît, en 1923, que l'organisation antituberculeuse dans l'Oise peut être comptée parmi les meilleures du pays. L'Office d'hygiène sociale et de prévention antituberculeuse créé en 1921 gère alors six dispensaires (Beauvais, Compiègne, Clermont, Mouy, Creil et Senlis) dont cinq sont équipés en 1922 de la radiographie. Une statistique de 1925 signale que le canton de Noyon est le plus touché par cette maladie puisque 8 pour mille des personnes ayant consultées en sont atteintes contre 2 pour mille au niveau départemental ⁽⁵⁾. Dans cette commune le dispensaire a été ouvert dans le courant de l'année 1921.

COMMUNIQUER

Bien que son utilisation se développe, le téléphone reste au début du XX^{ème} siècle l'instrument des notables ⁽⁶⁾. En 1901, il y a 609 abon-

nés dans le département soit 0,1 % de la population. C'est Compiègne qui est la ville la mieux dotée avec 96 abonnés (0,7 % de la population) suivie par Beauvais 77 (0,4 %), Chantilly 45 (0,95 %), Creil 34 (0,4 %), Méru 27, Noyon 25, Crépy-en-Valois 20 et Clermont 16. Entre 1901 et 1906, le nombre de abonnés est multiplié par trois : 1.979 soit 0,5 % de la population. A la sortie de la guerre 2.798 Oisiens sont abonnés, ils sont 3.706 en 1920, 4.133 en 1922 et 5.053 en 1925 soit 1,24 % de la population. Si Creil compte 119 abonnés en 1922, Chantilly 312 et Beauvais 425, Compiègne reste la commune qui possède le plus important réseau téléphonique du département avec 600 abonnés (4,5 % de la population).

Compiègne est aussi la ville qui en 1899 a compté le plus grand nombre de voyageurs au départ de la gare. Selon le rapport au Conseil d'administration de la Compagnie du Nord en 1900, il y a eu 703.484 départs de voyageurs à la gare de Compiègne, 588.093 à celle de Beauvais, 486.968 à celle de Creil et 389.163 à celle de Chantilly. L'écart est grand entre ces gares et les suivantes, Crépy-en-Valois, Senlis, Clermont et Noyon ayant enregistré entre 100.000 et 200.000 départs.

En ce qui concerne les automobiles, selon les statistiques générale de la France, il y en avait 1.440 dans le département en 1919 mais les progrès sont fulgurants puisque dans la seule année 1924 8.419 véhicules sont mis en circulation.

SE DIVERTIR

Le cinéma apparaît bien au sortir de la guerre comme un divertissement populaire. En effet si on ne recense en 1922 que 13 salles dans le département, c'est à Creil et Beauvais que l'on en trouve le plus. Quatre à la préfecture ; le Cinéma de Beauvais, rue Jules Ferry : le Ciné-

ma des Familles, place Saint-Jean ; le Modern-Cinéma, rue Saint-Jean et le Cinéma du Moulin du Parc, rue du faubourg Saint-Jacques. Il y a aussi quatre salles à Creil : l'Eden, avenue de la gare, l'Univers, rue Jules Juillet, le Cinéma des Familles, rue de la République et le Cinéma Théâtre, rue Jules Michelet. Une seule salle à Compiègne (le Cinéma Pinson), à Clermont (salle Gambetta), à Noyon (Le Printania) et deux à Chantilly (Le Moderne-Hôtel et le café du Théâtre). L'Annuaire administratif et commercial de 1913 ne mentionnait aucune salle.

Les exemples que je viens de présenter et qui pourraient être renforcés par d'autres séries statistiques ne sont pas aussi superficiels qu'ils peuvent paraître. Ils illustrent à leur manière les problèmes auxquels est confronté le département pour assurer sa modernisation, en présentent les acteurs mais en même temps les freins qui tiennent en partie de la grande diversité économique et sociale du département, diversité qui recouvre aussi une partition spatiale.

NOTES :

- (1) Statistique établie à partir de l'Annuaire administrative et commerciale de l'Oise de 1913.
- (2) Le diplôme d'herboriste était délivré, après examen, par les facultés de pharmacie ou par les écoles mixtes ou préparatoires de médecine et de pharmacie. Les herboristes avaient le droit de vendre au détail les plantes fraîches ou sèches et sans mélanges.
- (3) L'Annuaire administratif et commercial de 1922 recense 132 docteurs en médecine, 90 pharmaciens et 37 sages-femmes.
- (4) La même source dénombre 24 chirurgiens-dentistes, les deux spécialistes sont installés à Compiègne.
- (5) Rapport du Directeur départemental de la santé public dans le rapport au Conseil général, année 1926, page 288.
- (6) Consulter à ce propos le Bulletin d'Histoire de l'électricité, n° 7 juin 1986.